Conseil communal de Lausanne

Rapport de la commission des pétitions N° 3 chargée de l'examen de la pétition de l'association de la Valencienne « Opposition destruction d'un jardin communautaire à la Valencienne »

Présidence :	Christine GOUMAZ (soc.).
Membres présents :	Mme Romane BENVENUTI (Les Vert·e·s) ; Mme Derya CELIK (soc.) ; Mme Lana CUETO (soc.) ; M. Yvan SALZMANN (soc.) ; M. Jean-Claude SEILER (PLR) ; Mme Prisca MORAND (rempl. Maurane VOUGA - Les Vert·e·s)
Membres excusés :	Mme Constance VON BRAUN (Les Vert·e·s) ; M. Elouan INDERMÜHLE (UDC) ; Mme Sevgi KOYUCU (EàG) ; Mme Membres absents : --
Représentant de la Municipalité :	M. David PAYOT, directeur du Service Enfance, jeunesse et quartiers
Accompagnant :	M. Simone Horat, Chef de Service quartiers, jeunesse et familles (QJF)
Invité·e·x·s :	M. Sem PASCHE ; Mme Noëlle WEYENETH ; M. Patrick RION
Notes de séances	Mme Caroline LEMERY

Lieu : Salle du Conseil communal, Hôtel de Ville

Date : 19 août 2024

Début et fin de la séance : 17h00 – 18h00

Audition des pétitionnaires

La pétition a été déposée à la suite de différents objets relatifs à la Valencienne traités au Conseil Communal ces dernières années et pour lesquels les pétitionnaires estiment que les membres du Conseil communal n'avaient pas tous les éléments en leur possession pour se prononcer et regrettent la manière dont iels ont été dépeint·e·x·s (agressives, refusant le cadre légal etc...)

La Valencienne est un groupe informel de voisin·e·s du quartier de Prélaz-Valency. Plusieurs infrastructures se trouvent sur l'espace occupé par le collectif telles que des WC, lieux de stockage, un cabanon pouvant faire office de buvette, des terrains de pétanque, des jardins, un poulailler etc... Bon nombre de ces infrastructures sont entretenues par des habitant·e·s et le sont bénévolement. L'objectif de la Valencienne est de fonctionner comme un terrain d'expérimentation sociale accueillant, dans un quartier marqué par une forte diversité sociale. Iels fonctionnent selon des valeurs critiques du monde libéral et veulent rendre ledit lieu vivant, beau et accueillant, malgré les obstacles de la Municipalité.

Conseil communal de Lausanne

Les pétitionnaires évoquent de la part de la Ville de Lausanne des menaces, amendes, promesses en l'air, des engagements non tenus, des coups de pression, la confiscation de leur matériel, des mensonges dans les communications officielles et dans la presse, du flou administratif sciemment entretenu, et la négation de leur existence depuis 2021.

Malgré ces bâtons, le collectif a toujours fait son maximum pour respecter le cadre légal commun et adopté une démarche proactive avec la Ville et ses employé·e·s et c'est la Ville qui a, selon eux, adopté une démarche d'opacité, du double discours et du secret.

Sur le sujet de la pétition, iels rappellent la destruction à la pelleuse de leur jardin communautaire, bien qu'autorisé par le SPADOM lors d'une réunion en été 2022 et acté par un PV officiel de la ville. Cette pétition est l'occasion de condamner un acte de destruction gratuit, violent et arbitraire de la part de la Municipalité.

Discussion générale

Un certain nombre de questions sont adressées aux pétitionnaires : Où en sont les discussions avec la Municipalité et quels sont leurs souhaits pour la suite ? Quel est le but de la pétition ? Y-a-t-il une volonté d'expansion de la Valencienne ?

Les pétitionnaires répondent qu'une médiation administrative entre la Ville et l'association leur a été refusée, jugeant la relation entre elleux trop abîmée. Iels souhaiteraient maintenant avoir un entretien avec M. Payot et Mme Litzistorf. Iels souhaiteraient pouvoir continuer à vivre ce qu'iels vivent et être reconnus dans leurs objectifs. Il n'y a pas de volonté d'expansion, le jardin détruit était apparemment la parcelle du Service des parcs et domaines.

Audition de la Municipalité sans la présence des pétitionnaires

Plusieurs questions sont posées à la Municipalité : Comment voit-elle les choses actuellement ainsi que pour la suite ? Que pense-t-elle du refus de la médiation administrative ainsi que de la possibilité de reconstruction d'un jardin communautaire ? Une remise des clés au collectif est-elle d'actualité ?

La réponse de la Municipalité se développe selon les points suivants :

- La demande de médiation a été gérée par la personne en charge des médiations administratives au sein de la Ville de Lausanne. C'est cette dernière qui a considéré que les conditions d'une médiation n'étaient pas réunies en l'état, au vu des positions des uns et des autres.
- La Municipalité souhaite maintenir une vocation collective et non commerciale sur le terrain de la Valencienne, accessibles à touxtes.
- La manière dont le lieu est entretenu fait consensus, ce qui l'est moins sont certains aménagements faits sans demande d'autorisation. Elle constate des problèmes avec certaines règles concernant généralement les objets dans l'espace public, et des difficultés dans les rapports avec le personnel de l'administration, dont la personnalité est parfois mise en cause.
- D'autres organisations présentes sur le site de la Valencienne ont exprimé des difficultés à collaborer avec le collectif de la Valencienne. Le collectif souhaite proposer des activités rassembleuses mais ne laisse pas la place à d'autres usager·ère·s pour leurs activités.

Conseil communal de Lausanne

- Ces éléments poussent à considérer qu'un cadre doit être posé, qui n'est pour le moment pas respecté par le collectif. La Ville s'efforce donc que le collectif n'ait pas les clés, au vu des problèmes survenus durant la période où des équipements étaient mis à disposition et des litiges autour d'évènements non annoncés ou autorisés.
- Deux entités occupent l'espace de la Valencienne : l'amicale de la pétanque (détenant une convention pour utiliser les pistes de pétanques et disposants clés du cabanon) ainsi que le collectif de la Valencienne (né en partie de la dissolution de l'association de la Valencienne en 2021). Cette première association avait obtenu les clés en 2021, que la Ville avait souhaité récupérer à la fin de la saison, constatant quelques problèmes. Malgré la fin de la convention, l'association avait continué ses activités sans autorisation quelques temps, ayant préalablement fait un double des clés. La Ville s'est ainsi occupée de remplacer les serrures.
- Des discussions devraient avoir lieu prochainement sur la possibilité de cultiver des espaces en dehors de l'espace de la Valencienne et du parc. Deux possibilités sont envisagées : un projet de jardinage en dehors de la Valencienne ou une activité plus vaste encadrée de manière plus forte. Cela nécessite des garants de l'usage des espaces publics et qu'un cadre soit posé est respecté.
- Le PV mentionné par les pétitionnaires indiquait que le jardin nord continuerait d'être toléré, bien que fait à leur insu, mais qu'il ne devrait pas s'étendre plus. Par la suite, la Ville a découvert la présence d'installations supplémentaires sur ladite parcelle. Sans coordination, l'endroit deviendrait un jardin et non plus un parc.

Délibération de la Copet

Les commissaires estiment qu'il n'y a pas de sens à demander un rapport préavis à la Municipalité, les demandes de la pétition étant relativement floues. Une commissaire espère toutefois que les échanges entre la Ville et l'association s'améliorent.

<p><u>Vote</u> : <i>À l'unanimité, les membres présents de la Commission des pétitions décident, en application de l'art.73 lit. b) RCCL, de renvoyer la pétition à la Municipalité pour étude et communication.</i></p>

Lausanne, le 23 septembre 2024

Le rapporteur/la rapportrice :
Romane Benvenuti